

Distr.
LIMITEE

TD/B/CN.3/L.1
13 janvier 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
Commission permanente de la coopération
économique entre pays en développement
Première session
Genève, 11 janvier 1993
Point 6 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION PERMANENTE
DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT
SUR SA PREMIERE SESSION

tenue au Palais des Nations, à Genève,
du 11 au 15 janvier 1993

Rapporteur : M. E. MANAKINE (Fédération de Russie)

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>
Introduction	1 - 5
I. Elaboration du programme de travail de la Commission permanente (point 3 de l'ordre du jour)	6 - 9
II. Questions d'organisation	10 - 12

Annexe

Composition et participation aux travaux

INTRODUCTION

1. La Commission permanente de la coopération économique entre pays en développement, constituée conformément au paragraphe 70 de l'Engagement de Carthagène, a tenu sa première session au Palais des Nations, à Genève, du 11 au 15 janvier 1993. Au cours de la session, la Commission permanente a tenu ... séances plénières 1/.

Déclarations liminaires

2. Le Président a remercié le secrétariat de l'excellente documentation établie pour la session (TD/B/CN.3/2 et TD/B/CN.2/3) et a instamment invité toutes les délégations à en tirer le plus grand parti possible. Il a également attiré l'attention sur d'autres documents pertinents concernant la coopération économique entre pays en développement (CEPD), dont : le Plan d'action de Caracas du Groupe des 77 concernant la CEPD, de mai 1981; le Plan d'action de Buenos Aires du Groupe des 77 sur la coopération technique entre pays en développement (CTPD), de septembre 1978; la Déclaration de Téhéran du Groupe des 77, de novembre 1991; l'Engagement de Carthagène, de février 1992; la Déclaration de la seizième Réunion annuelle des ministres des affaires étrangères du Groupe des 77, d'octobre 1992; le Communiqué commun de la troisième Réunion au sommet du Groupe pour les consultations et la coopération Sud-Sud, de novembre 1992; et la résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa quarante-septième session sur la huitième session de la Conférence (GA/C.2/47/L.82). Tous ces textes témoignaient de l'importance croissante de la CEPD. A cet égard, huit conclusions fondamentales pouvaient être établies, à savoir :

a) la revitalisation de la CEPD était inévitable, proposition reposant toutefois sur la revitalisation des pays en développement; b) les pays développés devaient accorder davantage d'attention à la CEPD et à la CTPD; c) les gouvernements des pays en développement devaient redéfinir et revoir leurs priorités en fonction de l'évolution des conditions de développement; d) il fallait élargir le champ de la CEPD; e) il fallait passer en revue les incidences sur les pays en développement des mécanismes d'intégration économique régionale; f) il était impératif d'examiner et d'identifier de façon systématique les conditions de succès de la CEPD; g) une plus large information et sensibilisation du public était nécessaire concernant

1/ Pour le mandat de la Commission permanente de la coopération économique entre pays en développement, voir l'annexe B de la décision 398 (XXXVIII) du Conseil du commerce et du développement.

les activités de CEPD; enfin, h) la plus haute priorité au niveau international devrait être accordée à la question des incidences sur la CEPD des transferts inverses de ressources du Sud vers le Nord.

3. Le Président a ensuite rappelé que le nouveau "Partenariat pour le développement", consigné dans l'Engagement de Carthagène, reconnaissait le rôle de la CEPD dans le progrès des pays en développement et dans le renforcement du partenariat entre les pays pour un développement global. Conformément à l'Engagement de Carthagène et à son propre mandat, la Commission permanente devait promouvoir des thèmes de CEPD novateurs, radicalement nouveaux, dont quelques-uns étaient indiqués dans le document TD/B/CN.3/2, notamment deux mécanismes institutionnels dont l'un relatif à un dialogue consultatif entre bénéficiaires et donateurs, et l'autre concernant un échange de données d'expérience sur les politiques et les mesures favorisant la CEPD. La nouvelle approche en matière de dialogue s'inspirerait d'une économie de la demande en ce sens que les pays en développement devraient élaborer des initiatives de CEPD, auxquelles répondraient au niveau international des mesures d'appui ou de soutien. De toute évidence, le débat intergouvernemental sur la CEPD ne pouvait, et ne saurait, continuer d'être une activité routinière. Si l'on voulait, par une approche pragmatique, obtenir des résultats, il fallait adopter de nouvelles attitudes en matière de négociation, ainsi que des procédures prévoyant des sessions informelles ouvertes à tous et des consultations en petits comités qui compléteraient le mécanisme formel de dialogue. En outre, les délibérations de la Commission nécessiteraient un suivi du secrétariat, du Président et des membres de la Commission. A cette fin, le Président a déclaré qu'il avait l'intention de prendre des contacts et d'engager de larges consultations avec toutes les parties au processus de CEPD.

4. L'Adjoint du Secrétaire général de la CNUCED a dit que la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue à Carthagène en février 1992, avait permis de prendre la pleine mesure des actuels changements politiques et économiques, en reconnaissant la nécessité d'instituer un nouveau partenariat pour le développement, qui inspirerait des relations économiques nouvelles entre les pays. A sa huitième session, la Conférence avait réaffirmé la pertinence du rôle de la coopération économique entre pays en développement (CEPD) dans la promotion de la croissance économique de ces pays et de leur intégration dans l'économie mondiale. D'un point de vue historique, la CEPD apparaissait

page 4

le plus dynamique au cours des périodes de croissance économique rapide dans les pays en développement. De ce fait, les résultats médiocres de la plupart de ces pays dans les années 80 avaient eu des effets défavorables sur la CEPD. Néanmoins, l'évolution du contexte global démontrait de plus en plus qu'une participation effective au processus de CEPD était indispensable dans une économie mondiale caractérisée par l'internationalisation de la production et des marchés de capitaux, l'évolution rapide de la technologie et l'importance croissante des sociétés transnationales dans la production et le commerce au niveau mondial. L'importance de la CEPD s'était également affirmée face à la tendance à la formation de larges espaces économiques - marché unique européen, zone de libre-échange nord-américaine - ainsi qu'avec diverses initiatives nouvelles en matière de coopération régionale en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

5. L'évolution des conditions mondiales avait inspiré de nouvelles doctrines, attitudes et approches en matière de CEPD, ce qui avait élargi les options disponibles pour la poursuite de politiques intérieures rationnelles, le renforcement de la sécurité économique et une intégration plus facile des pays en développement dans l'économie mondiale. Le processus de revitalisation des mécanismes régionaux et sous-régionaux avait été étayé par les nouvelles tendances à la libéralisation du commerce, à la déréglementation et à la privatisation, ainsi que par l'incorporation de nouveaux éléments de coopération économique. Toutefois, le processus exigeait en outre une convergence des politiques et des objectifs intérieurs et régionaux. Au niveau interrégional, on pouvait citer, parmi les projets devant être poursuivis avec la plus grande vigueur et détermination, le SGPC et les projets interrégionaux encouragés par la réunion au sommet du Groupe des pays en développement. Devant tous ces changements, la communauté internationale considérait d'un oeil de plus en plus favorable la CEPD, en général, et l'intégration régionale, en particulier, comme en témoignaient les récentes réunions tenues dans le cadre de l'OCDE, notamment la réunion des ministres des pays de l'OCDE de mai 1992. A sa présente session, la Commission avait pour tâche d'élaborer un programme de travail qui renforcerait et appuierait le processus de CEPD. Il fallait tirer les leçons du passé et explorer de nouvelles possibilités et de nouveaux domaines de complémentarité en vue de promouvoir la CEPD. Les efforts devaient porter sur les exigences du nouveau partenariat, l'efficacité des échanges de données d'expérience, la nécessité d'intégrer les "pays en développement en transition" dans le processus de CEPD et

l'évolution de la coopération entre pays développés et pays en développement.

Chapitre I

ELABORATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA COMMISSION PERMANENTE

(Point 3 de l'ordre du jour)

6. Pour l'examen de ce point, la Commission permanente était saisie de la documentation suivante :

"Questions à examiner pour l'élaboration du programme de travail : note du secrétariat de la CNUCED" (TD/B/CN.3/2); et
"Examen des principaux faits nouveaux survenus dans le domaine de la coopération économique entre pays en développement : rapport du secrétariat de la CNUCED" (TD/B/CN.3/3);

ainsi que des documents de base ci-après :

"Intégration et coopération économiques régionales et sous-régionales entre pays en développement : adaptation aux réalités nouvelles, le cas de l'Afrique - rapport du secrétariat de la CNUCED" (UNCTAD/ECDC/228);
"Rapport de la réunion du Groupe d'experts sur l'intégration et la coopération économiques régionales et sous-régionales entre pays en développement" (UNCTAD/ECDC/229);
"Coopération et intégration économiques régionales, sous-régionales et interrégionales entre pays en développement : échange de données d'expérience entre groupements de pays en développement : une évaluation de l'expérience de l'ANASE - rapport du secrétariat de la CNUCED" (UNCTAD/ECDC/331);
"Report of the United Nations Chitose Forum on South-South Economic Cooperation with particular reference to Asia and the Pacific" (UNCTAD/ECDC/231);
"Regionalization and integration into the world economy in the 1990s: the Latin American experiences in trade, monetary and financial cooperation" (UNCTAD/ECDC/234).

7. Le Directeur de la Division de la coopération économique entre pays en développement (CEPD) a présenté les vues du secrétariat concernant les principales questions relatives à la CEPD : a) nécessité de considérer les programmes de libéralisation du commerce comme un élément essentiel des efforts de CEPD; b) nécessité de ressources financières supplémentaires pour les mécanismes de compensation et de paiements et les instruments de financement du commerce, y compris un vaste appui de la communauté

page 6

internationale à la mise en place d'un mécanisme interrégional de financement du commerce; c) nécessité d'encourager et d'accélérer la participation du secteur des entreprises au processus d'intégration; d) nécessité d'intégrer de nouveaux éléments de coopération dans les stratégies d'intégration régionale et de répondre aux immenses besoins d'appui en la matière; et e) nécessité de faire participer les pays développés à la coopération Sud-Sud, en tant qu'éléments moteurs potentiels de croissance. Le Directeur a ensuite insisté sur le rôle de la Commission en tant qu'organe permettant d'examiner différents aspects de la coopération commerciale et financière de façon intégrée à la lumière de la résolution de l'Assemblée générale assignant à la CNUCED un rôle clé en matière de CEPD. La Commission aurait à envisager la création de mécanismes subsidiaires devant permettre a) un échange de données d'expérience relatives à la CEPD, et b) un dialogue consultatif avec l'ensemble des donateurs. Le Directeur a évoqué les activités de recherche et d'assistance technique engagées par le secrétariat au cours de la période considérée, qui se poursuivaient conformément au principe général d'une prise en compte équitable des besoins des différentes régions en développement.

8. Le porte-parole du Groupe asiatique (Indonésie) a fait observer qu'un nouveau mode d'approche de la CEPD pourrait être nécessaire pour faire face à l'évolution des relations économiques et politiques internationales survenue dans les années 80. Cette nouvelle approche devrait tenir compte des réformes économiques poursuivies par un grand nombre de pays en développement, et de la nécessité d'améliorer l'efficacité et la compétitivité globales des secteurs productifs de ces pays, et insister davantage sur la mobilisation des ressources intérieures et extérieures pour l'investissement. La CEPD devrait également être considérée comme un instrument permettant d'assurer l'intégration effective et équitable des pays en développement dans l'économie mondiale. Dans ce contexte, le Groupe asiatique estimait que le programme de travail de la Commission devrait comprendre les thèmes suivants : a) poursuite et extension des programmes régionaux et sous-régionaux de libéralisation du commerce; b) poursuite et extension des programmes régionaux et sous-régionaux intégrés de production; c) possibilité de créer un mécanisme interrégional de financement du commerce entre pays en développement; d) promotion de la coopération interentreprises entre pays en développement; et e) renforcement de la coopération technique. En outre, la création

d'un groupe intergouvernemental spécial d'experts pourrait être jugée nécessaire et ce groupe, le cas échéant, devrait être doté d'un mandat spécifique ou être chargé d'étudier des questions particulières.

9. Au niveau interrégional, il fallait renforcer, au cours de la deuxième série de négociations, le système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC), en tant que vecteur essentiel de la promotion du commerce entre pays en développement et en tant que mécanisme fondamental pour le renforcement de l'autonomie collective. A cet égard, il fallait aussi tenir dûment compte de la situation et des besoins particuliers des PMA. Le Groupe asiatique convenait sans réserve que la mise en oeuvre et le renforcement de la CEPD incombaient avant tout aux pays en développement eux-mêmes, comme il était dit dans l'Engagement de Carthagène. La communauté internationale était invitée à fournir une assistance adéquate en faveur de la CEPD - en assurant assistance financière, coopération technique et appui à des programmes et projets spécifiques des différents groupements d'intégration interrégionaux, régionaux et sous-régionaux, ainsi qu'à des projets régionaux d'infrastructure.

Chapitre II

QUESTIONS D'ORGANISATION

A. Ouverture de la session

10. La première session de la Commission permanente de la coopération économique entre pays en développement a été ouverte le 11 janvier 1993 par l'Adjoint du Secrétaire général de la CNUCED.

B. Election du Bureau

(Point 1 de l'ordre du jour)

11. A ses 1ère et 2ème séances plénières, le 11 janvier 1993, la Commission permanente de la coopération économique entre pays en développement a élu le Bureau ci-après :

<u>Président</u> :	M. D. Nanjira (Kenya)
<u>Vice-Présidents</u> :	M. S. Jamaludin (Bangladesh)
	M. C.M. Cozendey (Brésil)
	M. K. Khiari (Tunisie)
	M. P. Gebert (Danemark)
	M. R. Conrad (Etats-Unis d'Amérique)
<u>Rapporteur</u> :	M. E. Manakine (Fédération de Russie)

C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

(Point 2 de l'ordre du jour)

12. A sa 1ère séance plénière, le 11 janvier 1993, la Commission permanente de la coopération économique entre pays en développement a adopté son ordre du jour, qui se lisait comme suit :

1. Election du Bureau
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
3. Elaboration du programme de travail de la Commission permanente
4. Ordre du jour provisoire de la deuxième session de la Commission permanente
5. Questions diverses
6. Adoption du rapport de la Commission permanente au Conseil du commerce et du développement

D. Ordre du jour provisoire de la deuxième session
de la Commission permanente

(Point 4 de l'ordre du jour)

[A compléter]

E. Questions diverses

(Point 5 de l'ordre du jour)

[A compléter selon qu'il conviendra]

F. Adoption du rapport de la Commission permanente
au Conseil du commerce et du développement

(Point 6 de l'ordre du jour)

[A compléter]

Annexe

COMPOSITION ET PARTICIPATION AUX TRAVAUX

[A compléter]
